



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7009 - Projet de loi portant modification de l'article 42 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum
- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

- Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot (intervention de M. Michel Wolter)
- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Gast Gibéryen
- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 6777 - Projet de loi modifiant, en vue d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée:

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; et
 2. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité des comptes annuels des entreprises
- Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot
 - Discussion générale: M. Léon Gloden (dépôt d'une motion), Mme Josée Lorsché, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding, M. Marc Baum (interventions de M. Félix Braz, Ministre de la Justice)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)

5. 5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

6. 6869 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église catholique, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte catholique et portant

1. modification de la loi modifiée du 30 avril 1873 sur la création de l'évêché
2. modification de certaines dispositions du Code du Travail
3. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant réfixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes
4. abrogation de certaines dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6870 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la communauté israélite du Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte israélite, conférant la personnalité juridique au Consistoire israélite et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israélites du Luxembourg, d'autre part

6871 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église anglicane du Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte anglican, conférant la personnalité juridique à ladite Église et portant abrogation de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église

6872 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église orthodoxe au Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte orthodoxe, conférant la personnalité juridique aux Églises orthodoxes et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église orthodoxe hellénique du Luxembourg, d'autre part, et de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises orthodoxes roumaine et serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public auxdites Églises

6873 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église protestante du Luxembourg et à l'Église protestante réformée du Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte protestant, conférant la personnalité juridique aux Églises protestantes et portant abrogation de la loi du 23 novembre 1982 portant approbation de la convention de reconnaissance de l'Église protestante réformée du Luxembourg, octroi de la personnalité juridique à celle-ci et détermination des fonctions et emplois rémunérés par l'État, et de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église protestante du Luxembourg, d'autre part

6874 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte musulman et conférant la personnalité juridique à l'Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Lex Delles
- Discussion générale: M. Gilles Roth (intervention de M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes), M. Alex Bodry (intervention de M. Gilles Roth), M. Claude Adam (interventions de M. Laurent Zeimet et M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Lex Delles et M. Gilles Roth), M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes (intervention de M. Fernand Kartheiser)
- Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

7. 6475 - Projet de loi portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale et modifiant

- a) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire
- b) la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe
- c) la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel
- d) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État
- e) la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics
- f) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger
- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Cécile Hemmen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Eugène Berger)
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Nancy Arendt)
- M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6850 - Projet de loi portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger
- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Alex Bodry et M. Claude Haagen), M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz et Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech maachen d'Sëtzung op. Gudde Mëtteg! Déi classesch Fro...

► M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Här President, déi classesch Äntwert.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Also kënne mer direkt zum Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7009, eng Ofännerung vum Artikel 42 vum Jugendgesetz. Den honorabele Rapporteur, den Här Gilles Baum, ass scho prett. An hien huet direkt d'Wuert.

2. 7009 - Projet de loi portant modification de l'article 42 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► M. Gilles Baum (DP), rapporteur.- Schéine gudde Mëtteg, Här President. Kollegeinnen a Kollegen, de Projet de loi, dee mer elo hei de Mëtten diskutéieren, de 7009, deen huet a sengem Virfeld e bësse fir Onrou gesuergt. Déi eng hu gemengt, mir géifen d'Kannergeld e bëssen no hanne verschiben, déi aner hu gemengt, et hätt eppes mat de Studentebourssen ze dinn. Ma et huet weder mat deem engen nach mat deem aneren eppes ze dinn. Et huet eppes ze di mam Projet de loi 6410, dee mer am Februar hei gestëmmt hunn, deen d'Qualitéitskritären an der Kannerbetreierung festleet an d'Tarifikatioun vum Chèque-service accueil.

Bon, fir lech et ze soen: Alles, wat mat der Qualitéit an der Kannerbetreierung ze dinn huet, dat wäert, wéi geplangt, am September dëst Joer a Kraaft trieden. Ech nennen do den nationale Referenzkader; ech nennen och de Plan d'action, deen all Crèche an all Maison relais muss opstellen, fir hir Aktivitéiten ze beleëen; ech nennen och d'Formation continue vun de Leit, déi an deene Strukture schaffen; an natierlech och de Rekrutement an den Engagement vun Agents régionaux, déi dem SNJ affektéiert sinn an och wäerten dann am Laf vum September

hir Aarbecht ophuelen, fir de Lien ze maachen tëschent dem Ministère an deene verschiddene Crèchen, fir déi Qualitéitskritären ze kontrolléieren, anzehalen an natierlech gegebenenfalls ze verbessern.

Wat mer haut de Mëtte proposéieren ëm ee Joer ze verleeën, dat ass d'Tarifikatioun, dat heescht, dat, wat d'Eltere sollen am Kader vum Chèque-service bezuelen. Ech denken, dass deen een oder anere Kolleg heibanne sech schonn eng Kéier mat där Thematik vun der Tarifikatioun vun de Chèques-service-accueil beschäftigt huet. Dat ass wierklech e ganz spannend Feld, awer och keen einfacht Feld.

Et gëtt dräi verschidden Tariffer. Et ass den Tarif CSA, den Tarif chèque-service accueil, wou Der wësst, dass all Kand dräi Stonnen d'Woch gratis huet. Da gëtt et den Tarif socio-éducatif an et gëtt de plein Tarif. An ech muss lech soen, als Elteren, wann een do muss derduerchgoen, do gëtt een net wierklech ëmmer ganz gutt eens dermat.

Dir wësst och, dass mer virgesinn haten, an deem Gesetz d'Tarifikatioun e bëssen unzepas-sen. Dat heescht, de Rang vum Kand, dee sollt

net méi spillen. An doduerjer hätte mer missen de System vun der Tarifikatioun ganz ëmbauen.

Haut an zwou Woche wäert den Här Minister an d'Éducatiounskommissioun kommen an e wäert eis do säi Projet virstelle fir déi bilingual Sproochfërderung fir d'Kannerbetreierung. Déi eng Leit soen, et wär einfach déi gratis Kannerbetreierung. Ech gesinn do hannendru vill, vill méi, näamlech eng ganz grouss Chance. Mä ech wëll awer net op dat virgräifen. Dat wäert dann zu deem Moment kommen, wa mer hei och am Plenum wäerten d'Gesetz stëmmen.

Dir hutt matkritt, dass am Kader vun der zweesproocheger Kannerbetreierung fir d'Kanner tëschent engem a véier Joer 20 Stonne wäerte fir déi Kanner gratis sinn. Dat heescht, mir missten an deem dote Kader dee System vun der Tarifikatioun nach eng Kéier upassen. Fir dat ze évitéieren, wäerte mer de System vun



der Tarifikatioun, de System vun der Berechnung vun de Chèques-service accueil ëm ee Joer verréckelen, fir dass mer net souwuel d'Administratioun an d'Eltere mussen nach eng Kéier an Zäit vun zwee Joer mat zwee neien Tarifikatiounssystemer beschäftegen oder vläicht souguer, wat d'Administratioun ugeet, be-laaschten.

Mir wäerten dann d'nächst Joer am September e System hunn, wéi d'Chèque-servicen ofgerechent ginn an de Crèchen, an de Maison-relais, dee souwuel méi einfach ass ze verstoen an deen och méi einfach ass ze handele fir eis Administratioun.

Dat ass dat, wat mer haut maachen. De Punkt 42 aus dem 6410, dee verleeë mer einfach ee Joer no hannen. Dat heescht, mir änneren dëst Joer nach nâischt un der Ofrechnung. Awer dann d'nächst Joer huele mer dat a Betruecht, wat virgesi war an natierlech och déi 20 Stonne gratis Kannerbetreuung, déi am Kader vun der bilingualer Sproochfërderung den Elteren zoustinn.

Dat wär et schonn. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Rapporteur. Déi éischt Riednerin ass d'Françoise Hetto-Gaasch, dat och scho prett ass.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Februar gouf d'Gesetz iwwert d'Qualitéitsverbesserungen an de Kannerbetreuungsstrukturen heibanne gestëmmt. A mat dësem Gesetz gouf och en neie Berechnungsmodus fir d'Chèques-service accueil agefouert, dee laut deem Gesetz sollt d'nächst Joer den 1. Januar a Kraaft treden.

Véier Méint méi spéit fält dem Minister op, dass dat an der Praxis awer wäert wuel e bësse Komplikatiounen mat sech bréngen, well schliisslech wëlle mer am Hierscht 2017 jo mat där gratis Kannerbetreuung ab engem Joer mat bilingualer Freifërderung ufänken. De Minister schwätzt an deem Kontext vun 20 Stonnen d'Woch gratis Betreuung.

An der Praxis heescht dat elo, esou wéi mer dat elo erkläert kritt hunn, dass an deem Fall dee Berechnungsmodus, deen eigentlech géif ab Januar zielen, am Hierscht dann nees misst adaptéiert ginn. Tjo, dorunner hätt een e bëssen éischter missen denken!

Et stelle sech awer och zu dëser bilingualer gratis Betreuung ab engem Joer och haut nach ëmmer ganz vill Froen, Här Minister, besonnesch well mer deem Zäitpunkt, dem Hierscht 2017, geféierlech no op de Pelz réckelen. Mir brauchen e Gesamtkonzept iwwer Sproochfërderung, well nëmmen dann, wa mer e Gesamtkonzept hunn, wann een alles vu vireran duerchduecht an och konzipéiert huet, da kann ee sech esou penibel Saache wéi dat heiten erspieren: näämlech véier Méint nodeems e Gesetz gestëmmt ass, nees zrëck an d'Chamber mussen ze kommen, fir gewëssen Artikelen dovunner ausser Kraaft ze setzen.

Aus de Medie si mer gewuer ginn, dass déi gratis Betreuung ronn 80 Milliounen wäert kaschten. Wourobber baséiert Dir déi Chifferen? Ass an deem Chiffer eng Betreuung fir all Kanner virgesinn? Wou soll déi Betreuung stattfannen? A wéi engen Infrastrukturen? Mat wéi engem Personal? Wéi soll dat alles an der Praxis konkret ëmgëssat ginn? A wéi konsequent soll virun allem déi ganz Sproochfërderung do stattfannen?

A wou, Här Minister, ass dann do Äert wëssenschaftlecht Konzept, wat beschtefalls och uknâppt un de Précoce? Bon, mir hunn elo héieren, mir kréien dat an zwou Woche virgestallt. Mir sinn natierlech ganz gespaant do-robber, mä ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dass et entwécklungspsychologesch gesinn extrem geféierlech ass, eppes ze maachen, wann een net genue weess, wat ee soll maachen, a virun allem och net, wéi een et soll maachen.

Wisou werfen ech nees dës Froen op? Ma ganz einfach, well mer déi Detailler bis haut nach ëmmer net virleien hunn, ausser engem approximative Käschtepunkt, deen et a sech huet. Mir klameren elo e puer Artikelen aus fir eppes, wat kënnt, wou kee genee weess, wat kënnt. Mä eppes wësse mer: Et wäert eis 80 Milliounen pro Joer kaschten.

Dës gratis bilingual Erzieung steet op ganz wackelege Féiss. Et ass en Experiment, dat op Käschte vun deene ganz klengen Kanner ge-

maach gëtt. A wéinst dësem Experiment solle mer haut déi Adaptatiounen stëmmen.

A sengem Avis weist sech dann de Conseil d'État och relativ erstaunt driwwer, dass d'Chambres professionnelles net ëm hiren Avis gefrot gi sinn. An op eis Nofro hi gëschter an der Kommissioun hutt Dir gesot, Här Minister, dass nach keng Avisen do wieren. Jo, et pour cause! Well Dir hutt eréischt de 7.7., also virun emol net enger Woch, den Avis gefrot. Dat ass wuel dat, wat een ënner engem korrekten Émgang mat de Berufskummere versteet.

Mir hunn als CSV de 6410 aus ganz ville verschiddene Grënn net gestëmmt. A well mer haut op en Neits de Beweis geliiwert kréien, dass net vun A bis B iwwerluecht ginn ass an dass sech awer och net un déi allgemeng Regele gehale gëtt, déi normalerweis applizéiert ginn, wann ee mat engem Gesetz ëmgeet, wäerte mer dat heiten och ganz sécher net stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och fir d'Explikatiounen vum Här Baum. Deen huet relativ gutt an treffend erkläert, firwat datt een d'Leit net soll an zwee Joer zwou Berechnungen aussetzen. Duerfir wäerte mir als LSAP dësem Projet hei zoustëmmen, fir d'Leit net zweemol onnëtz ze beschwéieren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech schlësse mech den Aussoe vu mengem Virriedner un. An ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Den Här Baum huet eis hei mat grousser Begeeschterung d'Iddi vun dësem Projet de loi presentéiert. Dofir soe mer em Merci.

Mir sinn awer hei erëm eng Kéier e bëssen am Beräich vun der politescher Legendegebildung. Wann d'DP hei schwätzt vun enger gratis Kannerbetreuung, da muss ech widerhuelen, wat mer scho gesot hunn als ADR: Et gëtt keng gratis Betreuung vu Kanner! All d'Steierbezueler an dësem Land droen dozou bäi.

A wat dat Interessant dobäi ass, dat ass, datt och déi Leit, déi hir Kanner wëlle selwer doheem erzieien, deenen hir Prioritéit dat wär, duerch hir Steieren elo e System vun dëser Regierung musse matfinanzéieren, deen deenen engen eng Méiglechkeet gëtt, déi wëllen hir Kanner an enger Struktur erzieien, an deenen aneren déi Méiglechkeet net gëtt.

Et ass näämlech och nach esou, datt déi, déi elo iwwer hir Steieren deen esäitege System musse matfinanzéieren, déi Allocatiounen am sougenannten Zukunftspak ewechgeholl kruten, déi se bis elo do haten. Et ass also e fundamental ongerechte System. D'ADR vertritt eng ganz aner Approche: iwwer e Familljegel, wat all Famill soll zeguttkommen, wou all Famill da fir sech kann decidéieren, wéi e Modell fir si dee beschte wär. Et ass also eng Iddi, déi mir vum Prinzip hier net kënne matdroen.

Eng zweet Iwwerleeung ass déi vun där multilingualer Kannererzëiung, wou mer bis haut net déi geréngsten Anung hunn, wéi sech déi soll an der Praxis kënnen ëmsetzen. Och do hu mir awer als ADR e prinzipiell aneren Usatzpunkt wéi d'Regierung. Mir denken, datt hei am Land Lëtzebuergesch soll Integratiounssprooch sinn - an nëmmen d'Lëtzebuergesch soll Integratiounssprooch sinn! -, datt mer solle probéieren, d'Kanner esou fréi wéi méiglech op eis Sprooch hinzeféieren, déi auslännesch Kanner, fir datt mer och an Zukunft nach eng kohärent a solidaresch Gesellschaft kënne sinn, déi sech ronderëm eng Sprooch an dësem Land zesummefënnt. An dat ka keng aner si wéi déi Lëtzeburger Sprooch!

An déi drëtt Observatioun, déi och mat Recht scho vun der Virriednerin, der Madamm Hetto, bruecht gouf, déi absolutt korrekt ass, dat ass, datt dëst Gesetz einfach vum reng Handwierklechen hier, esou wéi e Gesetz soll gemaach ginn, weist, datt dës Regierung déi Schrëtt, déi se a Richtung vun där sougenannter gratis Kannererzëiung wëllt maachen, net duerchduecht huet. Déi Tatsaach, datt mer elo mussen en deelweise Report vun deem Gesetz envisagéieren, ass e klöre Beweis. D'Behandlung vun de Berufskummeren ass en zweete Beweis an déi Richtung.

Alles dat gesot, wäerte mer natierlech der ADR-Linn trei bleiwen an dësem wichtege Beräich an dëst Gesetz net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här David Wagner ass prett.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, mir haten eis schonn enthalen am Abrëll, wéi d'Gesetz gestëmmt gouf. A mir sinn och schonn drop agaangen, aus wat fir enge Grënn.

Mir hu prinzipiell e Problem mam Prinzip selwer vun de Chèque-servicen, well et jo der Iddi vun der Sélectivité sociale entspréngt. A mir entgéignen deem Prinzip de Prinzip vun dem Service universel, dee misst ugebuede ginn. Et ass eng Pente, déi ee guer net soll goen, well a Realitéit: Wat geschitt? Mir finanzéiere mat Steiergelder och privat Infrastrukturen, déi komplizéiert ze kontrolléiere sinn. Dofir gouf d'Gesetz jo am Abrëll och nach modifizéiert.

Dat heescht, mir hunn en immensen Opwand, amplaz dohinnerzegen an derfir ze suergen, datt een zum allerallergréissten Deel ëffentlech Infrastrukturen, Kannerbetreuungsinfrastrukturen hätt, déi derfir géife suergen, datt eng héich qualitativ ëffentlech Betreuung géif geleescht ginn, an y compris och qualitativ héich fir déi Leit, déi do schaffen; well dat ass och net gewäerleescht an deenen aneren Infrastrukturen.

Ech wëll net drop agoen, firwat mer elo mussen erëm eng Kéier, e puer Méint drop, dat Gesetz modifizéieren, mä prinzipiell kënne mir deem Gesetz net zoustëmmen. Mir wäerten eis dann, genausou wéi déi leschte Kéier, enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do mat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Erzieungsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll just kuerz den Deputéierte Merci soen, op d'mannst deenen, déi der Propos vun der Regierung hei nokommen, fir et den Elteren ze erspieren, datt se elo iwwer ee Joer méi deier Facturë fir d'Kannerbetreuung géifen heem kréien, an dann duerno nees erëm eng Kéier, op d'mannst zum Deel, dämlech géifen entlaascht ginn.

Dat ass eben dat, wat mer hei wëllen évitéieren. Mir hätte gär, amplaz datt d'Eltere vonsécher ginn, eng kloer Politik. Déi kënne mer, denken ech, eréischt ab 2017 och ëmsetzen. Mir wäerten an den nächste Woche communiquéieren iwwert deen neie Prinzip vun där gratis multilingualer Freifërderung. Den Här Baum huet et gesot: Mir hu Rendez-vous an der Éducationskommissioun, fir d'Konzept virzestellen, och e Projet de loi virzestellen, wann en duerch d'Regierung gaangen ass.

Duerfir denken ech, do kënnt nach munches op eis duer, wat ze diskutéieren ass. Duerfir wëll ech och elo net am Detail op all déi aner Froen agoen. Déi kënne mer dann eréischt richtig beäntweren, wann den Text virläit.

Merci.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7009 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7009 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

(Interruption)

Mir huelen den Här Anzia nach mat.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Wa mer dann déi Stëmm vun der leschter Sekonn mat derbäihuelen, si mer bei 32 Jo-Stëmmen, 26 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet uegeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur

(par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 5730, de Projet de loi iwwert déi kommerziell Gesellschaften oder „sociétés commerciales“, wéi et op Franséisch heescht. An de Rapporteur ass den honorabelen Här Franz Fayot.

3. 5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Rapport de la Commission juridique

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, néng Joer huet d'Commission juridique an zwee Joer huet d'Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» un dëser Reform vum Gesellschaftsrecht, déi mir elo haut hei kënnen an der Chamber stëmmen, geschafft. Et ass dofir fir Äre Rapporteur, an ech mengen och fir all déi aner Leit, déi un dësem Projet geschafft hunn, d'Leit aus dem Justizministère, d'Leit aus der Chamber, d'Sekretärin aus der Chamber, mä och d'Kollegen aus der Sous-commission, de Léon Gloden, de Roy Reding, d'Viviane Loschetter an de fréiere Kolleg Guy Arendt, haut e spezielle Moment.

D'Sous-commission eleng war zënter hirer Schafung Mëtt 2014 26-mol zesummen, an d'Commission juridique huet an där Zäit den Text dräimol amendéiert. Firwat esou oft? Dat war esou, well d'Sous-commission net nëmmen den Avis vum Statsrot verschafft huet, mä de ganze Projet erëm op de Leescht geholl huet an all d'Avis mat analyséiert huet, déi säit der éischter Lettre d'amendement vun 2009 komm sinn.

Ech géif hei och gäre betounen, dass mer an där Sous-commission an deene laange Sessiounen an am Échange mam Ministère eng eege Reflexioun an eng eege Linn zu dësem Projet de loi entwéckelt hunn. A mir hunn eis zu all Amendement Gedanken gemaach. An déi Gedanken sinn elo d'Interpretatioun, déi deen Text hei guidéiert.

De Statsrot huet den Text an d'Amendementen dozou am Ganze véiermol aviséiert. An och d'Chambres professionnelles hunn e sëllegen Avisen heizou geschriwwen.

Viru mir gouf et dräi aner Rapporturen. Dat weist och, dass dëse Projet de loi zimlech intensiv war an e grouse Verschleiss u Leit mat sech bruecht huet. Dat waren de Patrick Santer, de Jean-Louis Schiltz an de Léon Gloden. An och si hunn allen dräi hire Mérite dobäi, dass dëse Projet haut ka gewielt ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Här President, dat heiten ass kee Projet „grand public“.

(Interruption par M. Alex Bodry)

En ass de Moien op RTL am „Moiesjournal“ emol net erwäant ginn.

(Exclamations)

► **Une voix.** - Sieft net traureg!

► **Une autre voix.** - Da kënnt en am „Owesjournal“...

(Brouhaha)